

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le bilan de son voyage en Inde, la coopération dans le domaine aéronautique, le renforcement du partenariat économique avec l'Inde et le processus de paix au Proche-Orient, New-Delhi le 26 janvier 1998.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais d'abord saluer les journalistes indiens et les remercier d'avoir couvert ce voyage, avec beaucoup d'efficacité. Je voudrais aussi remercier les journalistes français, qui ont encore plus de mérite, puisqu'ils ont dû se déplacer dans des conditions qui n'ont pas toujours été excellentes. C'est hélas un peu la loi du genre, je les en remercie d'autant plus.

Ce voyage intervient neuf ans après la dernière visite d'Etat qu'avait faite mon prédécesseur, Monsieur Mitterrand. Je crois qu'on peut dire qu'il s'est bien déroulé et que dans un climat indo-français qui a toujours été bon, mais qui était, si j'ose dire, un peu superficiel, a été une occasion de prendre davantage conscience de nos complémentarités, et de l'intérêt que nous avons à travailler ensemble, compte tenu de tous les points qui nous sont communs, et d'une vision des choses largement partagée.

La France était très fière d'être invitée pour la Fête Nationale, à la superbe cérémonie de ce matin, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de l'Union Indienne.

Elle est venue, vous le savez, avec une délégation importante, trois Ministres parmi les plus importants des Ministres français et des hommes d'affaires de très haut niveau. Je crois qu'on peut dire que jamais autant d'hommes d'affaires représentant autant de grandes entreprises françaises parmi les premières ne se sont déplacés ainsi à l'occasion d'un de mes voyages à l'étranger. J'ai été heureux d'avoir avec moi les parlementaires particulièrement intéressés par l'Inde, ainsi que Monsieur Ortoli, qui a tant fait pour les relations entre nos deux pays, et Monsieur Jean François-Poncet qui, avec le Docteur Karan Singh, va animer le Forum d'initiatives indo-français et enfin, j'ai été heureux de la présence du Président du CNPF, Monsieur Sellière. Alors, il y a eu un premier jour, je dirais économique, à Bombay. Il s'est bien passé, je n'y reviendrai pas. Il y a eu un deuxième jour plus politique à New-Delhi, qui m'a permis de rencontrer les autorités indiennes, mais également les représentants de l'opposition, ce qui était important alors que la démocratie indienne est aujourd'hui en période électorale.

Dans le domaine politique, nous avons décidé d'un renforcement sensible de notre partenariat. Vous le savez, je ne rentrerai pas dans le détail. Dans ce dialogue politique, il y a un point que je n'ai peut-être pas mentionné jusqu'ici et sur lequel je voudrais insister, c'est que j'ai indiqué aux autorités indiennes combien il me paraissait utile aujourd'hui, notamment en raison des problèmes monétaires que connaît le monde, qu'une plus grande coopération ait lieu entre le G7 -je dis le G7 parce que s'agissant des problèmes monétaires, c'est encore le G7, même si l'institution s'est heureusement transformée en G8- et puis, en tous les cas l'Inde, comme je le souhaite pour la Chine, et plus généralement pour le G15. Et j'aurai l'occasion de reparler de ce sujet, de la nécessité de créer des liens plus officiels, plus structurés ou plus efficaces. Nous verrons les modalités entre le G7 et ces pays du G15, et notamment les plus importants d'entre

eux.

J'ai également longuement parlé de l'Europe. J'ai trouvé, notamment chez les autorités politiques de la majorité comme de l'opposition, un très vif intérêt pour ce qui concerne la création de la monnaie unique, et une très grande connaissance de la situation à ce sujet. Je dirais presque que j'en ai été surpris. J'ai observé que ces autorités politiques considéraient que la mise en oeuvre de l'Euro était pour l'ensemble du monde un élément de stabilité et donc quelque chose de positif. C'est une observation que j'avais déjà faite dans d'autres grands pays, notamment dans les régions "en émergence", comme on dit aujourd'hui.

Nous avons évoqué la situation dans la région sur le plan politique, en Chine, en Russie, en Afghanistan, ainsi que la réforme des Nations Unies pour laquelle vous savez que l'Inde et la France ont un sentiment commun et que nous appuyons, l'un et l'autre, la réforme telle qu'elle a été engagée par le Secrétaire Général, Monsieur Kofi Annan.

Dans le domaine économique, nous n'avons pas la place que nous devrions avoir, ni en terme d'échanges, ni en terme d'investissements, et ceci dans l'intérêt de chacune des deux parties. Nous avons lancé un certain nombre d'initiatives. Je n'y reviendrai pas, sauf pour souligner l'importance qu'aura, l'année prochaine, la grande exposition France 2000, que nous ferons ici en Inde. Ce voyage a été l'occasion pour nos grands chefs d'entreprises de passer un certain nombre d'accords, en matière d'investissements, en matière commerciale, particulièrement pour Saint-Gobain-Vitrage, pour le projet Total avec le Groupe Tata, pour le projet Cegelec en matière de télécommunications et, par ailleurs, à l'initiative du Ministre français des Finances et de l'Economie, un protocole financier pour différents contrats a été signé. Je me réjouis aussi des échos que j'ai eus de l'exposition sur les images virtuelles, qui a été inaugurée par le Ministre français des Affaires étrangères et qui semble avoir eu un bon impact.

Je dirais que ce voyage, de ce point de vue, me paraît être tombé au bon moment. A un moment où il y a spontanément une ouverture possible entre nos pays pour relancer nos liens et nous devons en profiter.

Nous avons évoqué les problèmes énergétiques. Nous avons décidé de créer un groupe pour étudier ces problèmes, toutes les formes d'énergies, dans le respect, notamment pour ce qui concerne l'énergie d'origine nucléaire, à la fois pour la France de ses engagements internationaux, et pour l'Inde de ses positions et de ses convictions. Nous avons décidé de relancer l'action du centre franco-indien pour la promotion de la recherche avancée et cela a été l'un des sujets des travaux du Ministre de l'Education et de la Recherche. C'est une belle institution, efficace, qui nous fait honneur, aux uns et aux autres, mais qui mérite en permanence d'être adaptée. De même pour le Sida. Et je suis heureux des entretiens, dont j'aurai l'occasion de lui parler ce soir, que Monsieur Cohen-Tannoudji, le prix Nobel français de physique, a pu avoir avec un certain nombre de personnalités de la communauté scientifique.

Nous avons signé des conventions : une convention d'entraide en matière civile et commerciale, une autre en matière pénale, tout ceci permettant d'améliorer notre relation, et enfin bien entendu j'ai invité le Président Narayanan à effectuer une visite d'Etat en France à la date qui lui conviendra le mieux.

Voilà les quelques observations que je voulais faire.

QUESTION - Pouvez-vous nous préciser les conditions dans lesquelles vous envisagez la coopération nucléaire avec l'Inde ?

LE PRESIDENT - La France ne dicte pas ses conditions à l'Inde. La France est un pays très avancé en matière d'énergie nucléaire, puisque plus des trois quarts de sa consommation est d'origine nucléaire, c'est un pays qui a signé des engagements internationaux, peut-être avec retard pour certains d'entre eux, c'est le cas du TNP, mais nous avons des engagements internationaux, et naturellement la France respectera dans la lettre, comme dans l'esprit, ses engagements internationaux. Ceci étant, à partir de ces deux réalités, cela n'empêche pas deux grandes nations comme l'Inde et la France de discuter.

QUESTION - En ce qui concerne la coopération dans le domaine de l'aviation civile, est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus, quelle sorte de coopération française - par exemple avec Airbus qui est basé aux Pays-Bas dans le domaine de l'Airbus - dans le contexte d'Indian Airlines ?

Airbus qui est rival avec Boeing dans le domaine de l'air - dans le contexte d'Indian Airlines ?

LE PRESIDENT - L'Inde est un pays qui sur le plan scientifique et technique, dans le domaine de l'air et de l'espace, est très avancé. C'est un pays dont la communauté scientifique et technique dans ces domaines fait partie des meilleures du monde. Il est donc normal que nous parlions de coopération. Cette coopération peut prendre diverses formes. D'abord il y a Airbus qui souhaite vendre aux compagnies indiennes des appareils. Je dois dire que malgré la compétition de Boeing, les choses progressent de notre point de vue de façon satisfaisante. La ligne Airbus est une excellente ligne d'avions qui n'a rien à envier à aucune autre et par conséquent, je me réjouis de la bonne évolution des discussions dans ce domaine. Puis, il peut y avoir une coopération pour la construction d'avions. Il y a en particulier un projet qui est actuellement étudié entre les Indiens, les Italiens et les Français, dont d'ailleurs le Premier Ministre Italien, Monsieur Romano Prodi, a parlé. Il y a peu de temps à l'occasion de son voyage ici - mais nous parlons d'une même voix - qui consisterait à faire ensemble un avion de soixante-dix places - le nombre exact n'est pas encore arrêté. C'est un projet qui peut avoir de l'importance pour notre coopération et qui devrait être construit ici. Alors notre coopération se développe dans ce domaine.

QUESTION - Est-ce que vous pourriez nous dire, Monsieur le Président, en termes concrets, si la France soutient la candidature de l'Inde comme membre permanent du Conseil de Sécurité ?

LE PRESIDENT - Je dirais que nous avons tous les deux la même approche et la même volonté de voir aboutir la réforme de l'ONU. Cette réforme comporte notamment l'élargissement du Conseil de Sécurité, procédure à laquelle la France est favorable, et si la réforme se met en place, et par conséquent si le Conseil de Sécurité s'élargit, la France considère - la France n'a pas à décider naturellement, mais elle considère - que l'Inde a vocation à intégrer le Conseil de Sécurité.

QUESTION - Quelle est la condition minimum attachée par la France pour vendre des réacteurs nucléaires à l'Inde ?

LE PRESIDENT - Je vous ai dit tout à l'heure qu'il n'y avait pas condition, qu'on n'impose pas de condition à l'Inde. Je répète que l'Inde a des besoins, que la France a des engagements et que la France sera fidèle à ses engagements.

QUESTION - Je ne sais pas si votre voyage en Inde vous a permis d'observer les derniers développements des ennuis du Président Clinton, mais je voudrais savoir si vous pensez que ses ennuis ne peuvent pas affaiblir sa position sur la scène internationale ?

LE PRESIDENT - Le Président Clinton exerce toutes ses attributions, qui sont tout à fait éminentes, et son autorité est incontestable et incontestée, de mon point de vue.

QUESTION - Vous venez de dire, Monsieur le Président, que vous avez eu des entretiens satisfaisants à propos des ventes possibles d'Airbus en Inde. Est-ce que cela veut dire que le Gouvernement Indien vous a donné des assurances qu'Airbus serait préféré à Boeing, et si oui, quand une décision sera-t-elle prise ? D'autre part, est-ce que ce Gouvernement peut vraiment prendre une décision, alors qu'il ne fait qu'expédier les affaires courantes ?

LE PRESIDENT - Ce Gouvernement m'est apparu comme assumant ses responsabilités. Je vous rappelle que j'ai également eu des échanges approfondis sur les problèmes politiques mais aussi économiques avec les responsables de l'actuelle opposition. Quant à la négociation sur Airbus, elle est en cours et vous comprendrez, j'imagine, qu'on ne dévoile pas les positions des uns ou des autres, alors qu'une négociation est en cours. Tout ce que je peux vous dire, c'est que je souhaite et que j'espère qu'elle aboutira de façon favorable pour l'avion franco-européen.

QUESTION - En mai dernier, vous êtes allé en Chine pour jeter les bases d'un partenariat global avec la Chine, aujourd'hui vous parlez également de partenariat avec l'Inde. Comment voyez-vous les relations du triangle Inde-France-Chine, et n'y a-t-il pas un risque de conflit étant donné les relations mauvaises entre les deux pays ?

LE PRESIDENT - Vous savez que mon ambition, lorsque j'ai été élu, en matière de politique étrangère, a été notamment de renforcer le côté faible du triangle Europe-Amérique-Asie qui est le côté Europe-Asie. Je pensais que pour un certain nombre de raisons - et je le pense toujours - la France pouvait avoir un rôle moteur. C'est dans cet esprit que nous avons renforcé très sensiblement notre relation avec le Japon, avec la Chine, que nous avons été, conjointement avec

Singapour, les moteurs de la création de l'ASEM qui se réunira très prochainement pour sa deuxième réunion après celle de Bangkok, à Londres, je crois.

Bien entendu, dans ce contexte l'Inde a forcément une part éminente & c'est la deuxième nation de la planète en matière de démographie, elle sera demain la première. Elle connaît un développement global considérable, et par conséquent il va de soi que notre relation doit être renforcée sous forme d'un partenariat. Le partenariat avec l'Inde n'a rien de contradictoire avec le partenariat avec la Chine. Alors vous dites que ces deux pays n'ont pas toujours eu des relations idylliques, je me permets de vous faire remarquer que, pour le moment, ces relations, et j'ai bien le sentiment que c'est la volonté de part et d'autre, sont de bonnes relations. Donc cela n'interfère pas avec la volonté de la France de renforcer ses liens avec l'une et l'autre de ces deux grandes nations.

QUESTION - Monsieur le Président, deux questions. L'Inde a exprimé son sentiment sur la vente des Mirages au Pakistan, pendant vos pourparlers avec les leaders indiens, est-ce que vous avez pu voir le sentiment des Indiens à ce sujet ? L'Amérique pense à une frappe militaire contre l'Irak est-ce que vous soutiendrez l'action américaine, sinon quelle est la solution que vous proposez ?

LE PRESIDENT - Pour ce qui concerne la vente des Mirages au Pakistan, c'est une affaire qui a fait l'objet de négociations, il y a quelques années, entre le constructeur français et les autorités du Pakistan. Mais cette affaire ne me paraît plus aujourd'hui à l'ordre du jour, nous n'en avons pas parlé.

Pour ce qui concerne ma position au sujet de l'Irak, elle est très simple, nous estimons que l'Irak doit accepter honnêtement l'application de toutes les résolutions de l'ONU et notamment permettre l'inspection des sites dit "présidentiels", mais dont chacun voit bien qu'en réalité ce ne sont pas des sites "présidentiels". Alors je souhaite que la France participe très fortement, conjointement avec la Russie, à essayer de faire comprendre aux autorités irakiennes que leur intérêt est de coopérer, et qu'il n'y a pas d'autres possibilités, sinon, elle s'exposerait à des sanctions. Alors je souhaite vivement que les autorités irakiennes comprennent qu'il y a une autre voie que celle de l'affrontement.

QUESTION - En regardant le défilé ce matin, on a pu se rendre compte que l'industrie française d'armements, était assez peu présente, sinon pas du tout. Est-ce que vous pensez que maintenant, après votre voyage, notre industrie d'armement a un peu plus de chance avec l'Inde ?

LE PRESIDENT - Nous avons décidé de créer un haut comité de coopération pour les affaires militaires, ce qui implique, d'une part, une coopération en matière de défense, et d'autre part l'examen des possibilités d'une coopération en matière d'industrie d'armements, soit par voie d'échanges, soit par voie de coopération industrielle. Il m'a semblé que la partie indienne était très ouverte et très intéressée par cette approche des choses, et dans trois semaines, le Général Douin, Chef d'Etat-Major Général des Armées, viendra ici en Inde pour rencontrer ses homologues pour mettre au point ce Comité de coopération militaire qui traitera des deux questions, défense et armement.

QUESTION - Deux questions. Concernant le processus de paix au Moyen-Orient, comme vous le savez, la France a pris une position ferme concernant la conférence et le règlement des questions palestiniennes, mais l'occupation des zones syrienne-libanaise ont continué : pensez-vous qu'avec la politique de M. Netanyahu concernant le processus de paix, il y aura une chance pour la paix et quelle est l'alternative ?

Concernant Roger Garaudy, il a été assujéti à l'humiliation et à la persécution, car il avait dit quelque chose qui heurtait le sentiment du peuple français, vous pensez que la règle française, "il n'y a pas de prison pour un intellectuel après l'âge de 60 ans", s'applique, alors qu'il y a des rumeurs en France, disant qu'il peut être mis en prison en dépit de cette loi française ?

LE PRESIDENT - Je n'ai pas l'intention de faire de commentaires pour ce qui concerne les propos de M. Garaudy, sauf peut-être pour vous dire qu'à titre personnel je ne les approuve pas.

Pour le processus de paix, nous sommes très inquiets, nous avons nourri comme le monde entier un immense espoir, espoir d'avoir trouvé en la personne de M. Rabin puis de M. Peres d'une

part,

M. Arafat d'autre part, des hommes de paix, capables de régler les problèmes autrement que par l'affrontement. Des engagements avaient été pris à Madrid, à Oslo, à Taba et puis tout d'un coup, tout s'est bloqué. Le nouveau Gouvernement israélien n'a pas voulu continuer dans la voie de ses prédécesseurs. La France a été profondément déçue et elle est profondément inquiète. Et elle n'est pas seule. C'est aussi le sentiment éprouvé par l'Union européenne. Et tous les Chefs d'Etat et de Gouvernement que j'ai pu rencontrer, quelle que soit leur origine dans le monde, partagent cette même inquiétude, et pratiquement dans les mêmes termes.

Alors nous souhaitons, nous, que l'on en revienne à la raison. Nous comprenons très bien la nécessité de la sécurité. Nous appuyons tout à fait les soucis d'Israël en ce domaine. Israël en conclut qu'il ne peut pas y avoir de paix sans sécurité, nous en concluons qu'il ne peut pas y avoir de sécurité sans paix. Donc je souhaite que grâce aux conseils amicaux de la communauté internationale unanime, on puisse retrouver le chemin de la paix dans le respect des engagements qui avaient été pris et qui étaient fondés sur l'idée simple de l'échange de la terre contre la paix.

QUESTION - Monsieur le Président, quand vous étiez jeune, vous aviez envie d'apprendre le sanscrit, mais votre professeur de russe vous a persuadé d'apprendre le russe à la place. Que s'est-il passé pour votre amour du sanscrit ? Avez-vous pu l'apprendre ?

Dans un deuxième temps, à Bombay, vous avez parlé aux entrepreneurs de votre pays, de l'Inde, en leur disant "Soyons courageux, soyons imaginatifs au-delà de nos relations bilatérales, essayons d'élargir la portée de notre coopération pour inclure les pays tiers des grands projets d'infrastructures, industriels et de recherche dans lesquels l'Inde et la France pourraient travailler ensemble". Est-ce que la France a des propositions spécifiques qu'elle pourrait présenter aux Indiens ?

LE PRESIDENT - Cette coopération économique peut s'appliquer dans bien des domaines et j'ai été très agréablement impressionné par ce que j'ai entendu des discussions entre les responsables économiques indiens et français. Parce que j'ai vu qu'ils discutaient ensemble, de problèmes très concrets et souvent très ambitieux, ce qui d'ailleurs ne les a pas conduits à négliger l'importance des échanges ou l'investissement des petites et moyennes entreprises. J'ai vu que ce n'était pas des propos de circonstance, mais une volonté de coopération puisqu'ils ont décidé de créer une structure permanente. C'est donc un champ qui s'ouvre et qui ne peut que se développer, vu la modestie actuelle de nos relations économiques.

Je voudrais dire, en ce qui concerne votre première question pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, que c'est vrai que lorsque j'avais quinze ans, je travaillais avec un indianiste distingué comme garçon à tout faire et sans prétention. Cet indianiste traduisait en français la description d'un pèlerin bouddhiste chinois qui s'appelle Fan Hian, qui avait vécu longtemps en Inde dans les premières années du Vème siècle, et qui avait fait une description tout à fait extraordinaire de la vie en Inde sous la période Gupta. C'est fascinant. Nous sommes à la période de l'apogée du sanscrit, et je m'étais dit que l'on ne pouvait pas comprendre l'Inde sans connaître cette langue. J'avais donc commencé dans le cadre de cette traduction. Au bout d'un certain temps mon professeur m'a dit que je n'étais pas doué et que cela ne me serait peut-être pas très utile, et qu'il me valait mieux apprendre le russe. J'ai cédé à cette suggestion et j'ai abandonné le sanscrit. J'ai attendu que la traduction de Fan Hian en français soit complète pour la lire. Je vous remercie.